

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, devant la communauté française, sur les relations franco-gabonaises et sur les efforts en faveur des Français à l'étranger, à Libreville le 24 février 2010.

Mesdames, Messieurs,

Mes Chers Compatriotes,

C'est pour moi un grand plaisir de vous rencontrer à l'occasion de cette troisième visite au Gabon depuis mon élection. La première, le programme avait été si chargé que, malheureusement, je n'avais pas pu venir à votre rencontre. L'an passé, pour les obsèques du président Omar Bongo, ce n'était pas possible et vraiment, je tenais absolument à vous rencontrer parce que je sais que la vitalité de la relation entre la France et le Gabon, vous en êtes les principaux artisans.

Nous allons renforcer nos relations avec le Gabon. Nous allons refonder notre relation de façon à ce que nous puissions avoir un partenariat stratégique portant sur une coopération politique entre le Gabon et la France, d'autant plus que le Gabon est aujourd'hui membre du Conseil de Sécurité, puisqu'il y a été élu.

Nous allons développer le climat des affaires entre le Gabon et la France en créant un "Conseil franco-gabonais des affaires" qui permettra, tous les trimestres, aux chefs d'entreprises français de rencontrer les ministres gabonais en charge de l'économie pour parler des problèmes qui se posent à vous au quotidien sur le plan juridique, sur le plan fiscal, sur le plan commercial. Bref, sur tous les plans qui font la difficulté de vos affaires aujourd'hui.

Plutôt que de se lancer dans de vastes débats par presse interposée pour savoir la faute de qui c'est, nous avons mis en place cette structure qui permettra tous les trimestres de régler les problèmes qui se posent bien naturellement.

Nous avons également signé un nouvel accord de défense. Au fond, la nouvelle stratégie de défense, c'est que nous garderons, en accord avec nos amis gabonais, une base militaire importante sur la façade atlantique de l'Afrique et une base militaire importante de l'autre côté, à Djibouti. Bien sûr, nous garderons un dispositif moins important, 300 soldats, au Sénégal et puis nous sommes dans d'autres opérations, la Côte d'Ivoire, le Tchad. Ce sont des opérations qui n'ont pas à s'éterniser. Voilà ce qui a fait l'objet de ce nouvel accord avec nos amis gabonais.

Je voulais vous dire autre chose. Je sais que pour vous les derniers mois ont été difficiles.

Franchement, après quarante ans, une nouvelle élection, c'était un rendez-vous compliqué pour nos amis gabonais et je trouve que le peuple gabonais a fait preuve d'une grande dignité et d'une assez grande maturité et que, finalement, la succession s'est déroulée au prix d'un processus qui n'a fait l'objet d'aucune observation de la part des observateurs internationaux. Mais, pour vous, cela a été des sources d'inquiétudes, il y a eu, à Port-Gentil, des événements qui ont mis la sécurité d'un certain nombre d'entre vous en cause et vous n'avez dû qu'à l'intervention d'une de nos unités qu'il n'y ait pas de problèmes.

Je voulais, avec Bernard Kouchner et Alain Joyandet, rendre hommage au grand sang-froid et à la solidarité exemplaire de votre communauté.

Vivre à l'étranger, c'est parfois être exposé et notamment exposé au danger. Je tenais à vous remercier pour la façon très calme dont vous avez affronté ces événements. Cela n'a pas du être

évident, c'était complexe, inhabituel dans ce pays. La France, on a essayé de l'instrumentaliser, de la part d'un certain nombre de candidats. Mais la France n'avait pas de candidat et aujourd'hui, ces événements appartiennent au passé. Je tenais malgré tout à vous rendre hommage pour votre attitude.

Donc, vous voyez, l'avenir pour vous, c'est un pays qui a un nouveau président, dont les institutions ont résisté, où il y a eu une élection démocratique. Il y a bien d'autres pays en Afrique qui souhaiteraient que cela se passe comme cela s'est passé ici. Parfois, je me demande pourquoi cette sévérité de certains observateurs à l'endroit du Gabon. Nous allons renforcer notre partenariat, résoudre les problèmes d'environnement juridique et financier pour vous, renforcer les financements pour vos entreprises. Bref, je crois que la relation entre le Gabon et la France est partie pour de nombreuses années fructueuses où notre communauté pourra vivre en paix, travailler en paix et être assurée de sa pérennité chez nos amis gabonais.

Je voulais vous dire également qu'avec la réforme des institutions, nous avons changé un certain nombre de choses pour vous. Jusqu'à présent, vous votiez pour élire des conseillers qui vous représentaient et des sénateurs. Mais, pour une raison curieuse, les deux millions de Français vivant à l'étranger, vous ne pouviez pas voter pour des députés qui vous représentent à qualité. Vous pouviez voter dans votre région d'origine, peut-être là où vous avez encore une résidence, mais, en tant que Français résidant à l'étranger, vous n'aviez pas de parlementaire pour vous représenter. Vous aviez les sénateurs, mais vous n'aviez pas de député. Nous avons donc fait voter la réforme de la Constitution. Dès 2012, il y aura onze députés qui représenteront les deux millions de Français vivant à l'étranger et sur ces onze députés, il y en aura deux qui représenteront l'Afrique. Je pense que c'est pour vous, une possibilité d'exprimer mieux ce que vous ressentez, les attentes qui sont les vôtres, les besoins qui sont les vôtres. J'ajoute que, c'est très important pour la France d'avoir deux millions de nos compatriotes à l'étranger, au contact avec le monde, qui bougent, avec le monde qui avance. Et ces représentants porteront votre voix à l'Assemblée nationale.

Il y a un autre sujet que j'avais promis de régler durant ma campagne présidentielle, c'est le problème de la scolarité. Cela me fait plaisir parce que dans les administrations, parfois on ne comprend pas cela. Evidemment, on ne prend pas en charge de la même façon le coût de la scolarité et je sais que cela coûte cher, très cher. Moi-même, j'ai un fils qui habite New York et je vois ce que cela représente. C'est bien, vous savez, que les hommes politiques soient confrontés aux mêmes difficultés, on ne voit pas cela de trop loin.

J'avais toujours dit que c'était parfaitement choquant que, quand on est en métropole et que l'on met son enfant dans un établissement public, c'est gratuit, et quand on est à l'étranger et que l'on met son enfant dans ce même établissement public, il faut payer. Et avec cela, on vous encourage à partir à l'étranger pour défendre les intérêts de la France. C'est totalement incohérent.

On peut dire : "oui mais ce n'est pas grave parce que les entreprises payent". Ah ? Mais depuis quand est-ce la responsabilité des entreprises de payer pour l'école de ses salariés, quand elles payent, parce qu'elles ne payent pas toujours. Et comment, d'ailleurs, dire aux entreprises : "soyez compétitives, gagnez des parts de marché", en leur mettant des charges que les autres n'ont pas.

J'ai donc décidé que ma promesse serait tenue, comme toutes mes promesses. Depuis trois ans, on a commencé par la terminale, les études au lycée sont gratuites. Terminale, première, seconde. Je m'y étais engagé, c'est fait. Alors, on peut me dire : "oui, mais pourquoi n'avez-vous pas commencé par la maternelle ?" Si j'avais commencé par la maternelle, on m'aurait dit : "pourquoi n'avez-vous pas commencé par la terminale ?". J'ai commencé par la terminale parce que c'est plus cher.

Nous allons donc continuer, je crois que c'est très important. Je sais bien que l'on me dit que cela prend des places aux enfants locaux. Oui, mais enfin cela, sous prétexte qu'on veut faire une place aux enfants locaux, il faut que nos nationaux expatriés on ne les accueille pas ? Cela, c'est curieux, cela n'a aucun sens. Au frontispice de nos établissements publics, il y a marqué

"égalité". Egalité devant l'enseignement public.

Alors, je sais également qu'ici, il y a des lycées et un collège de très grande qualité, le lycée Blaise Pascal à Libreville et le collège Victor Hugo à Port-Gentil. Ce sont deux établissements dont l'excellence est reconnue. Je veux d'ailleurs rendre hommage aux enseignants qui tiennent les établissements français à l'étranger car lorsque je regarde les résultats au bac, c'est toujours exceptionnel. Il y a un engagement de la communauté enseignante au service de nos enfants qui vraiment fait honneur.

Je sais qu'il y a un problème d'Ecoles publiques conventionnées au Gabon au niveau du primaire. J'en ai parlé avec le président Ali Bongo. Nous allons maintenir notre effort parce qu'il est très important pour les expatriés français que vous n'ayez pas de soucis avec la scolarité de vos enfants. J'ajoute que pour la diffusion de notre culture, un pays qui est francophone, on doit faire un effort pour que la Francophonie ne soit pas simplement un thème de discours mais également concrètement, vous les familles, que vous puissiez en bénéficier.

Mes Chers Compatriotes,

Je dois vous aussi quelque chose d'important. Notre compatriote, Pierre Camatte a été libéré la nuit dernière. Pierre Camatte est l'un de ces Français généreux, engagés au service des populations, en l'occurrence au Mali, qui vivent dans des conditions difficiles. Et le 26 novembre, il était enlevé au Nord du Mali par un groupe terroriste.

Avec Bernard Kouchner, nous avons reçu la famille. Bernard Kouchner s'est donné beaucoup de mal et nous avons assuré la famille de Pierre Camatte que nous n'épargnerions aucun effort pour sauver sa vie, d'autant plus qu'il était retenu par un groupe qui avait déjà fait parler de lui en assassinant un Britannique, ce qui avait été un drame épouvantable.

C'est vous dire que la libération de Pierre Camatte est, pour nous, un soulagement, une grande joie. Je tiens à remercier tout particulièrement le président Amadou Toumani Touré, qui a agi avec une grande détermination et un très grand courage. Je veux aussi remercier les autres Etats qui ont apporté leur concours. Je veux ne pas oublier qu'il y a encore d'autres otages dans la zone, espagnols et italiens, qui sont retenus par ces groupes terroristes qui sévissent au Sahel. Tous les Etats qui le peuvent doivent joindre leurs efforts pour obtenir leur libération et débarrasser la région de cette menace croissante inacceptable. Ce soir, avec Bernard Kouchner, avec Alain Joyandet, nous allons nous rendre à Bamako après le dîner officiel ici, à Libreville, pour remercier le président Amadou Toumani Touré, pour rencontrer Pierre Camatte. Celui-ci rentrera aussitôt en France avec Alain Joyandet, tandis qu'avec Bernard Kouchner, nous nous envolerons vers le Rwanda où, demain matin, nous sommes attendus par le président Kagame. Je veux que vous compreniez une chose, nous ne laisserons tomber aucun de nos compatriotes pris par des terroristes. Nous ne laisserons tomber aucun Français - quelles que soient, par ailleurs, les erreurs qu'ils aient pu faire - qui se trouvent dans l'épreuve. Les Français seront ramenés à la maison, ils seront en France. C'est un engagement constant. Malheureusement, avec Bernard Kouchner, nous avons bien d'autres otages, en Afghanistan, au Soudan et dans d'autres endroits encore. Mais je veux que chacun d'entre vous le sache, nos forces armées, notre diplomatie seront mobilisées pour venir au secours de chacun de ceux qui auront un problème. C'est la France et la France le doit à ses compatriotes et, en tout cas je le dis comme je le pense, nous ne pouvions pas nous résoudre à laisser Pierre Camatte aux mains de gens qu'il faut bien appeler par leur nom, qui sont des terroristes et des assassins. Ce dénouement heureux, c'est, pour nous, croyez-moi, un très grand soulagement.

Voilà, Mes Chers Compatriotes, c'est un peu sombre ce que je vous ai dit, mais en même temps, vous savez très bien que quand on est chef d'Etat, et particulièrement de la cinquième puissance du monde, ce n'est pas facile tous les jours.

Mais, je voulais vous remercier de ce que vous êtes, de ce que vous faites, du lien que vous maintenez avec la France, de votre présence si nombreuse, de l'image que vous donnez de notre pays, de l'amour que vous avez pour l'Afrique et pour le Gabon. Je veux remercier chacune et chacun d'entre vous parce que je sais que pour chacune et chacun d'entre vous, derrière, il y a un déchirement, il y a une famille que l'on a laissée, il y a des habitudes que l'on a abandonnées, il y a pour les uns un sacrifice que l'on a fait pour la carrière de l'autre. Je le dis pour les uns parce

a pour les uns un sacrifice que l'on a fait pour la carrière de l'autre. Je dis pour les uns, parce qu'il y a souvent beaucoup de femmes qui font ce sacrifice, mais enfin, parfois on trouve aussi des conjoints.

J'ai beaucoup d'admiration pour ces Français qui, comme vous, tentent l'aventure, qui repoussent plus loin leurs limites, qui vont travailler dans un autre pays avec d'autres habitudes. Je sais bien que cela vous apporte beaucoup de gratifications, mais qu'en même temps, ce n'est pas tous les jours facile, pour les enfants, pour la famille et pour vous-même.

Alors, sachez que Bernard Kouchner, Alain Joyandet et moi-même, si l'on a tenu à vous voir, on va passer quelques instants avec vous, c'est pour vous porter témoignage de cette reconnaissance. Parce que je comprends bien que quand on est Français, quels que soient, par ailleurs, ses sentiments, son engagement politique, et que le Président de son pays passe et qu'il ne prend pas une minute pour vous rencontrer, on est blessé, on est triste - enfin, je ne dis pas que vous êtes tristes de ne pas me voir, c'est le symbole, vous l'avez compris. Cela me fait plaisir que vous riiez parce que j'avais peur que vous le preniez au premier degré. C'est le symbole, il y a là des militaires, on en a bien besoin, des fonctionnaires, des chefs d'entreprises, des coopérants, c'est merveilleux et le simple fait de se retrouver tous ensemble, avec les autorités de votre pays, c'est une façon de resserrer les liens et de vous dire que vous n'êtes pas seuls. La communauté française du Gabon n'est pas seule. On est derrière vous, on est avec vous, on sait ce que vous faites.

Voilà, je tenais à vous le dire, prenez mes propos cette fois-ci au premier degré. Merci à tous.